



Consultation publique de la CRE du 3 avril 2024 relative aux conditions de modification par les gestionnaires de réseau public de la puissance de raccordement électrique des utilisateurs en application de l'article L. 342-24 du code de l'énergie

**-
Contribution de TotalEnergies**

Question 1 : Etes-vous favorable aux hypothèses de la CRE concernant les catégories d'installation soumises au dispositif (installations raccordées en HTA et HTB) ?

TotalEnergies partage le constat établi dans la présente consultation. Face à la demande croissante de nouveaux raccordements, il est nécessaire que le dimensionnement des réseaux soit optimisé, en particulier dans la perspective de maîtrise des coûts pour l'utilisateur et la collectivité.

TotalEnergies partage l'analyse de la CRE sur le fait que la BT devrait être exclue du dispositif et que ce dernier se limite aux installations raccordées en HTA et HTB.

Toutefois, TotalEnergies considère que les IRVE, quel que soit leur niveau de tension de raccordement, devraient être exclues du dispositif.

En effet, le déploiement des IRVE en est seulement à ses débuts et les besoins de raccordement exprimé par la filière comprend une anticipation des besoins futurs. Notons que ces besoins sont également imposés par les dispositifs d'accompagnement financier engagés par les pouvoirs publics ou encore les obligations contractuelles fixées par les concessionnaires ou bien par des mesures réglementaires nationales ou communautaires.

- Des puissances minimales de raccordement ont été fixées dans le cadre du plan France 2030 afin de couvrir les besoins d'électrification du parc automobile pour les 10 prochaines années au minimum ;
- Les obligations contractuelles dans le cadre des concessions autoroutières établissent des puissances de raccordement et disponibles minimales pour couvrir les pics d'utilisation sur la durée totale de la concession ;
- L'AFIR impose également des puissances minimales par station de recharge sur les principaux corridors européens.

Dès lors, de nombreux projets ont été conçus avec une vision à long terme, prévoyant une augmentation progressive de leur consommation électrique et donc un dimensionnement de leur puissance de raccordement adapté à ces projections futures.

Il est donc essentiel que la future délibération prenne en considération le dimensionnement spécifique pour les IRVE.

Dans cette optique, TotalEnergies est favorable à l'application de ce dispositif aux installations raccordées en HTA et HTB, mais propose d'en exclure les IRVE.

Question 2 : Etes-vous favorable à la formule proposée pour la modification de la puissance de raccordement ?



Question 3 : Etes-vous favorable aux périodes de 2 et 5 ans définies pour déterminer les paramètres de la formule ?

TotalEnergies est défavorable à la formule proposée par la CRE pour la modification de la puissance de raccordement.

En premier lieu, faire le choix de la valeur minimale entre $P_{\text{soutirage max}}$ et $P_{\text{souscrite max}}$ n'est pas optimal pour un dimensionnement tenant compte de la réalité d'usage. Dans le cas où la valeur maximale serait la $P_{\text{souscrite max}}$, même sans usage spécifique de la capacité du raccordement, l'utilisateur en couvre les coûts par le TURPE qui lui est facturé. Dans le cas où la valeur maximale serait la $P_{\text{soutirage max}}$, cela signifie que son installation est amenée à appeler cette valeur de puissance pour les besoins de son activité (et qu'il a par ailleurs peut-être fait le choix de régler la CMDPS du TURPE plutôt que d'augmenter sa puissance souscrite). Dans une situation comme dans l'autre, **il nous semble nécessaire de conserver la valeur maximale entre ces deux termes.**

En second lieu, **TotalEnergies est favorable à la marge de 10 %** à appliquer à chacune des valeurs de puissance à comparer. Toutefois, comme mentionné dans la question précédente, de nombreux projets sont orientés vers des besoins de consommations futurs, visant une augmentation progressive de leur puissance de soutirage. Pour ne pas entraver leur dynamique, **il serait pertinent d'inclure dans le calcul de la puissance de raccordement adaptée un facteur reflétant une part de la tendance anticipée** par le client à l'origine du projet.

Enfin, nous recommandons de retenir pour toutes les catégories d'installations des paramètres de calcul analogues, **se basant sur un historique de consommation d'une durée minimale de cinq années, à l'exclusion de la période COVID (2020)**. Un historique de 2 ans présente le risque d'effectuer le calcul à partir de données non représentatives d'une consommation nominale (délai administratif impactant l'activité, retard de travaux ou maintenance prolongée, etc...).

Par conséquent, TotalEnergies propose à la CRE de retenir la formule de calcul suivante :

$$P_{\text{rac adaptée}} = \min \left(\max \left(\max \left(110\% ; \left(1 + \left(\frac{1}{N} \right) \times \left(\frac{P_{\text{soutirage max}}(N) - P_{\text{soutirage min}}(N)}{P_{\text{soutirage min}}(N)} \right) \right) \right) P_{\text{soutirage max}}(N) ; \max \left(110\% ; \left(1 + \left(\frac{1}{N} \right) \times \left(\frac{P_{\text{souscrite max}}(N) - P_{\text{souscrite min}}(N)}{P_{\text{souscrite min}}(N)} \right) \right) \right) P_{\text{souscrite max}}(N) \right) ; P_{\text{rac avant modif}} \right)$$

Question 4 : Etes-vous favorable à ce que la valeur de la puissance de raccordement, dès lors qu'elle a été modifiée, soit mise à jour annuellement et mise à disposition de l'utilisateur par le gestionnaire de réseau ?

TotalEnergies est favorable à la mise à jour annuelle de la puissance de raccordement.

Question 5 : Etes-vous favorable à la durée à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer aux nouvelles installations (2 ans pour la distribution et 5 ans pour le transport) ?



Question 6 : Etes-vous favorable à ce que cette modification de la puissance de raccordement des nouvelles installations soit réalisée de manière automatique et sans indemnisation ?

TotalEnergies propose de généraliser à toutes les catégories d'installations une durée minimale de 5 ans à partir de laquelle la modification de la puissance de raccordement peut s'appliquer.

En effet, dans la lignée des réponses précédentes, TotalEnergies observe que les installations raccordées au réseau de distribution présentent également des plans de montée en charge longs, avec des durées supérieures à 2 ans. Il est nécessaire de permettre à ces nouvelles installations de développer leur activité avant d'adapter leur puissance, en excluant les éventuelles phases de plateau, qu'elles soient planifiées ou non.

Dans ces conditions, TotalEnergies est favorable à ce que cette modification de puissance soit réalisée sans indemnisation mais défavorable au caractère automatique. Toute modification de la puissance de raccordement, qui est une donnée contractuelle, devrait faire l'objet d'un délai de prévenance du client par le GRD, de 3 mois par exemple, afin de laisser la possibilité à celui-ci de fournir des éléments pouvant démontrer formellement que son plan d'appel de charge va augmenter selon un calendrier établi. Sans retour du client, la modification pourra effectivement être effectuée.

Question 7 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée de manière automatique ?

De manière analogue au cas des nouvelles installations, **TotalEnergies est favorable à ce qu'une durée de 5 ans soit retenue pour l'application de la formule et que la modification soit précédée d'une prévenance client** permettant de garantir un droit de réponse à ce dernier. Sans retour du client, la modification pourra effectivement être réalisée.

TotalEnergies s'interroge sur le traitement réservé aux installations existantes depuis moins de 5 ans au moment de la publication de la délibération. Pour ces situations, il serait préférable d'attendre le délai minimum d'historique avant de procéder à toute modification.

Question 8 : Etes-vous favorable à ce que la modification de la puissance de raccordement des installations existantes soit réalisée sans indemnisation ?

TotalEnergies est défavorable à l'option 1 présentée par la CRE dans sa consultation (cf. réponse à la question 9).

Question 9 Etes-vous favorable à ce qu'une indemnisation soit versée à l'utilisateur existant dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui a besoin de tout ou partie de la puissance de raccordement récupérée ?

TotalEnergies est favorable à l'option 2 présentée par la CRE dans sa consultation, soit à une indemnisation pour les utilisateurs existants dont la puissance de raccordement a été modifiée et qui ont besoin de récupérer tout ou partie de cette puissance.



Question 10 : Etes-vous favorable à la limitation dans le temps du droit à une indemnisation pour un utilisateur faisant une demande d'augmentation de puissance ?

Question 11 : Une durée comprise entre 2 ans et 5 ans pour que les utilisateurs puissent formuler une demande d'augmentation de puissance et bénéficier d'une indemnisation vous paraît-elle cohérente ?

TotalEnergies estime nécessaire de ne pas introduire de différence de traitement entre les nouvelles installations et celles déjà existantes, dans la mesure où les utilisateurs existants ne pouvaient anticiper les effets de ce dispositif. **TotalEnergies est donc favorable à garantir aux clients existants le droit d'être indemnisé, pendant une durée homogène à celle retenue pour le premier calcul pour les nouvelles installations**, à partir de la publication de la délibération de la CRE ou du terme de la période de calcul de l'historique (pour les installations existantes depuis moins de 5 ans).

En outre, conformément à la position exprimée aux questions 3 et 5, **TotalEnergies considère qu'une durée unique de 5 ans devrait s'appliquer pour l'ensemble des installations**. Cela permettrait une meilleure adaptation des acteurs aux nouvelles règles et favoriserait une transition plus fluide vers une optimisation des puissances de raccordement.

Question 12 : Considérez-vous, dans le cas où une indemnisation serait versée à l'utilisateur, que cette dernière devrait, ou non, être dégressive en fonction de son ancienneté ?

Question 13 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.1, êtes-vous favorable à la méthode de détermination des montants d'indemnité proposée par la CRE ?

Question 14 : Que pensez-vous des forfaits obtenus pour les réseaux de transport et de distribution ? Êtes-vous favorable à l'application du même forfait pour l'ensemble des GRD ?

Question 15 : Etes-vous favorable la durée N moy de 25 ans considérée dans le cas où la date du raccordement de l'utilisateur n'est pas connue ?

Question 16 : Si une indemnisation est versée aux utilisateurs concernés, quelle méthode d'indemnisation vous paraît la plus adaptée (en fonction de la participation initiale du client ou des coûts des nouveaux travaux nécessaires) ?

Question 17 : En cas d'indemnisation selon l'option 2.2, êtes-vous favorable au pourcentage de 40 % du coût des travaux à la charge de l'utilisateur pour déterminer le montant de l'indemnisation ?

TotalEnergies est défavorable à une dégressivité du montant de l'indemnité en fonction de l'ancienneté de l'installation. Etant donné que l'utilisateur ne pouvait anticiper les effets de ce dispositif, il est logique de garantir une non-facturation des travaux de raccordement dès lors que ce dernier souhaiterait augmenter de nouveau sa puissance adaptée dans la limite de sa puissance de raccordement initiale. TotalEnergies ne partage pas la position de la CRE de laisser à la charge de l'utilisateur un coût généré par une réduction de puissance au bénéfice de la collectivité, dès lors qu'il



ne pouvait être tenu pour responsable d'une surestimation initiale car il se conformait au cadre en vigueur au moment de sa demande, et a été facturé du barème de raccordement existant.

Les formules proposées par la CRE comportent des paramètres dont les valeurs semblent délicates à établir. Afin d'assurer une meilleure transparence et prévisibilité pour le consommateur, TotalEnergies est au contraire favorable à une indemnisation fondée sur une quote-part du coût des travaux initiaux à la charge du consommateur (après réfaction). En outre, TotalEnergies est défavorable à toute dégressivité de la compensation pendant une période de 5 ans.

TotalEnergies est donc favorable à l'Option 2.2 permettant, pendant 5 ans après l'installation ou après la publication de la présente décision, une indemnisation du client calculée sur la base du coût des travaux d'augmentation de puissance à sa charge et propose de retenir un taux, après réfaction, de 75 %.

Question 18 Avez-vous d'autres remarques sur l'encadrement du dispositif ?

TotalEnergies estime qu'il est nécessaire d'examiner attentivement la situation particulière des utilisateurs en décompte ou raccordés à un réseau fermé de distribution.

À ce titre, nous souhaiterions que le gestionnaire de réseau analyse les puissances souscrites du client en tête de raccordement ainsi que celles des utilisateurs en décompte, qui peuvent parfois se compenser sans pour autant refléter une tendance commune à long terme.

Il semble donc opportun que le futur dispositif prenne en considération la réalité de la consommation et les spécificités de chacun, afin d'éviter une attribution unilatérale de la nouvelle puissance de raccordement.